

Discours du Premier ministre Hassan Diab aux Libanais

Beyrouth - Grand sérail - 16 avril 2020

Bonsoir,

Fort de ma croyance en un État juste.

Un État où il n'y a pas de place pour les règlements de comptes personnels et factionnels.

Un État où la logique des institutions prévaut et où l'indépendance du pouvoir judiciaire responsable est renforcée.

J'ai signé aujourd'hui le décret de nomination des magistrats de l'ordre judiciaire.

Fort de ma croyance en un État qui accorde aux gens leurs droits et leur demande de remplir leurs devoirs.

Un État qui respecte la compétence.

Un État où prévaut l'État de droit... Un État qui remplit ses obligations envers le public.

J'ai également signé aujourd'hui le décret de nomination des notaires, en application de leur droit tant attendu après près d'un an et demi.

J'ai également signé le décret de nomination des trésoriers formés pour le cadre du ministère des Télécommunications.

J'ai également signé le décret de nomination des gardes forestiers et des pêcheurs formés au sein du cadre du ministère de l'Agriculture.

J'ai également demandé au directeur général de la présidence du Conseil des ministres d'inscrire le point relatif à la nomination des lauréats ayant passé les examens du Conseil de la fonction publique au poste d'inspecteur adjoint de l'Inspection générale de l'éducation affiliée à l'Inspection centrale.

En outre, je signerai successivement les décrets de nomination relatifs aux différents examens du Conseil de la fonction publique qui n'entraînent pas de dépenses salariales supplémentaires pour l'État.

Cette décision découle de l'adhésion fidèle à mes convictions explicitement déclarées depuis le premier jour, à savoir que la logique de l'État doit prévaloir, puisque l'État préserve les droits des personnes et protège les citoyens, quelles que soient leurs affiliations sectaires ou factionnelles.

Je poursuivrai cette ligne de conduite pour rendre justice à d'autres jeunes Libanais qui attendent depuis de nombreux mois, en tenant compte de la situation financière de l'État.

Mais tout cela ne dispense pas l'État de sa responsabilité de créer des opportunités d'emploi pour les jeunes Libanais qui ont souffert à l'étranger après avoir atteint une situation désespérée à l'intérieur, les opportunités d'emploi se transformant en un trésor perdu.

Par conséquent, nous devons nous concentrer sur la manière de créer des opportunités d'emploi pour ces jeunes, afin que le pays ne perde pas ses compétences et que la frustration ne devienne un facteur les forçant à émigrer, la seule motivation de ces migrants se limitant à la quête d'une vie décente. Je ne sais pas si la migration est encore attrayante compte tenu du confinement mondial visant à lutter contre l'invasion épidémiologique.

Cher compatriotes,

Alors que la menace pandémique se propage dans le monde entier, nous sommes confrontés à des pressions sociales et financières accrues, pesant lourd sur notre vie quotidienne, contrôlant notre mode de vie et nous confinant à la maison.

Cependant, cela semble facile comparé au risque réel de perdre nos proches, notamment nos parents, nos enfants et nos amis.

L'équation ici ne nécessite aucune explication ni ne tolère plus de diligence:

Soit nous sacrifions une partie de notre liberté en respectant les mesures et les actions prises par le gouvernement, soit nous nous perdons nous-mêmes et perdons les personnes que nous aimons.

Je vous assure que notre priorité absolue est de vous protéger, afin de protéger notre société contre la propagation dévastatrice du Coronavirus, et nous concentrons tous nos efforts pour sauver des vies.

La plupart des personnes infectées sont soit asymptomatiques, soit présentent des symptômes légers ; c'est ce qui rend le virus aussi dangereux.

Dès le début, nous avons bâti notre stratégie sur une lutte acharnée et décisive contre le virus. Les mesures prises visent à maîtriser cette crise sanitaire et nos efforts se sont concentrés sur l'endiguement et le ralentissement de la propagation du virus afin de préparer notre système de santé au Liban et d'accroître sa capacité à répondre aux besoins des citoyens.

Le Liban a fait beaucoup mieux que de nombreux autres pays, malgré sa capacité financière très limitée.

Les indicateurs montrent que nous avons été capables de contenir la propagation de la maladie jusqu'à présent, mais nous sommes toujours dans l'œil du cyclone.

Nous avons régulièrement insisté sur la nécessité de rester chez soi, et nous avons imposé les mesures de distanciation sociale les plus strictes de l'histoire du Liban. Aujourd'hui, je vous invite à faire preuve de patience, car la résilience exceptionnelle du peuple libanais constitue le principal pilier de notre succès.

Malheureusement, de telles mesures auront un coût économique important ; c'est pourquoi nous avons commencé à débattre d'un plan de relance économique et de l'assouplissement progressif du

confinement ; je vous assure cependant que nous ne précipiterons pas les choses au détriment de votre santé.

Les Libanais ont fait preuve d'un engagement fort, et nous avons réussi, ensemble, à freiner, dans la mesure du possible, la propagation rapide de cette épidémie. Sur le plan gouvernemental, nous ne considérons pas cela une réussite mais plutôt un devoir envers la population, en lui garantissant les droits les plus élémentaires en matière de protection et d'hospitalisation.

Bien sûr, nous n'avons pas oublié les expatriés libanais; nous avons organisé leur retour en toute sécurité, tout en préservant la sécurité de leurs familles et des communautés libanaises. Nous avons également pris toutes les mesures logistiques, médicales et de sécurité pour leur rapatriement en toute sécurité. Nous évaluons actuellement la première phase de rapatriement, la deuxième phase reprenant le 27 de ce mois.

1,3 % des 2 656 Libanais rapatriés ont été testés positifs au Covid-19, et sur les 16 000 tests effectués au Liban, la proportion de cas confirmés a atteint 4,5 %.

Cette épidémie a frappé les économies mondiales dans le monde entier. Au Liban, les crises économiques, financières et sociales qui durent depuis des décennies se sont aggravées et ont rendu la situation plus difficile et plus critique.

En conséquence, le gouvernement a mis en place des listes de familles ayant le plus besoin d'une aide d'urgence. Malgré des capacités limitées et quelques erreurs dans les listes, nous cherchons à les compléter rapidement pour que la distribution de l'aide puisse commencer dans les prochains jours.

Aujourd'hui, j'annonce un plan de relance et de sécurité sociale d'une valeur de 1 200 milliards de livres libanaises; ce montant sera versé pour couvrir le coût du fardeau supplémentaire généré par l'épidémie de coronavirus, aider les travailleurs journaliers du secteur public, soutenir le secteur de la santé et les agriculteurs,

et accorder aux petites entreprises industrielles des prêts subventionnés pour stimuler l'industrie nationale.

Chers compatriotes,

Aujourd'hui, nous pouvons confirmer que le gouvernement a pris la décision réaliste de suspendre le paiement des euro-bonds, non pas parce qu'il n'a pas respecté ses obligations, mais parce que, comme je l'ai dit lorsque le premier versement était dû pour cette année, nous ne paierons pas les créanciers extérieurs au moment où les Libanais ne peuvent pas retirer leur argent de leur compte bancaire, et ne laisserons pas nos hôpitaux à court de fournitures médicales, alimentaires ou de carburant.

Chers Libanais,

Comme le gouvernement l'a promis dans sa déclaration ministérielle, nous avons mis en place un plan de sauvetage financier. Le document qui a été diffusé dans les médias n'est qu'un projet en cours de discussion. Nous travaillons avec vous. Nous vous écoutons; et vos commentaires nous importent. C'est pourquoi nous avons lancé une vaste discussion en coopération avec le ministère de l'Information et d'autres ministères concernés pour écouter les spécialistes des milieux civils, économiques, syndicaux et éducatifs.

Nous avons subi des pertes, et nous nous sommes efforcés d'identifier les causes profondes de la maladie, de déterminer son ampleur et sa profondeur et de chercher à trouver la solution la plus appropriée.

Toutes les solutions proposées sont sur la table, et nous prendrons d'abord en compte les intérêts des Libanais et des déposants, afin de soulager les personnes qui payent aujourd'hui le prix des mauvaises décisions, de l'endettement et de l'ingénierie financière du passé.

Permettez-moi d'être clair: la situation est difficile et complexe, mais les moyens de subsistance des gens ont leur propre

particularité et jouissent de l'immunité, et personne n'a le droit de toucher à leur argent.

Par conséquent, nous devons travailler en équipe, non seulement le gouvernement, mais aussi tous les acteurs étatiques, y compris la Banque centrale du Liban et les banques, pour préserver les intérêts des Libanais.

D'ailleurs, en prélude au maintien de la confiance internationale dans le Liban et au rétablissement de l'espoir pour son peuple, le ministère des Finances a entamé un processus de communication avec le Fonds monétaire international dont nous avons entendu des réactions positives sur le projet de plan financier, en tenant compte, avant tout, de l'intérêt supérieur des Libanais afin de recevoir un soutien international.

Nous avons présenté notre premier projet de plan de redressement financier en Conseil des ministres le 6 avril 2020 pour une discussion ouverte. Le plan initial comprend les objectifs suivants:

Premièrement, nous avons présenté ce plan initial un mois plus tôt que ce qui avait été promis en vertu de la déclaration ministérielle du 11 février 2020. Ce plan est maintenant ouvert à la discussion au sein du gouvernement et avec différents experts économiques et financiers à travers le pays.

Deuxièmement, il s'agit d'un plan préliminaire qui présente une série de mesures fiscales visant à transformer le déficit budgétaire en un excédent et à réduire de manière drastique la dette du gouvernement, qui a atteint au fil des ans un niveau insoutenable de 176 % de notre PIB.

Troisièmement, le plan fait le bilan des pertes qui se sont déjà accumulées dans le système financier libanais pour la première fois dans l'histoire du pays. Nous présentons ces chiffres par souci de transparence, qui est une caractéristique principale de ce gouvernement, et pour que le peuple libanais ait une idée

complète de nos affaires financières et des raisons pour lesquelles nous devrions nous unir en tant que peuple et travailler ensemble pour surmonter les difficultés financières qui se sont accumulées au fil des années.

Quatrièmement, nous continuons à travailler sur les moyens d'alléger le fardeau de ces coûts et pertes accumulées sur tous les déposants, en particulier les petits et moyens déposants; et nous fournirons un aperçu détaillé de la manière dont nous pouvons y parvenir au cours des prochaines semaines. Je maintiens ici ma promesse que pas moins de 90 %, et je le répète, pas moins de 90 % des déposants ne verront aucun impact sur leurs dépôts. Toutefois, à la lumière d'études approfondies et des chiffres de février 2020, je peux annoncer aujourd'hui que 98 % des déposants ne seront pas touchés.

Cinquièmement, nous restons concentrés sur le repérage et le rapatriement des avoirs et des fonds volés et sur la responsabilisation de ceux qui ont commis cette injustice aux dépens des Libanais. J'ai personnellement demandé que l'enquête et l'audit remontent à plusieurs mois avant le soulèvement du 17 octobre. Cet argent sera placé dans un fonds spécial qui sera utilisé de manière équitable et transparente pour indemniser les Libanais qui ont été lésés par cette injustice.

En parlant d'injustice, la réaction au projet de plan de réforme financière a révélé que certains traitent les choses sur la base du principe de la "chèvre volante". Cela signifie que certains agissent sur fond d'intérêts personnels, déclenchant des querelles politiques, de classes, sectaires ou partisans contre un ennemi qui n'existe pas.

Dès le début, je me suis distancé des controverses politiques, car les crises profondes, héritées et émergentes, exigent un grand effort pour faire face à leurs répercussions. Aussi, je ne serai pas amené à participer à des batailles fictives non dissimulées qui utilisent des bombes fumigènes tordues qui ne cachent plus le

désir de certains partis de poursuivre leurs querelles, leur népotisme et leurs intérêts personnels et bancaires.

Il faut absolument accroître la mobilisation nationale et rétablir la logique de l'État qui est au-dessus de toute considération.

Pour moi, rien n'égale l'État. Il est irremplaçable, indivisible, et ne permet pas d'interprétations diverses.

L'État est le refuge de tout le monde. Le peuple libanais a un désir immense de voir l'État retrouver son rôle, sa place et sa position dans leurs vies et leur quotidien. L'État a prouvé qu'il possède les capacités nécessaires et que les Libanais ont retrouvé leur confiance en leur État, ébranlée par des intérêts contradictoires au point d'en perdre son autorité au profit d'intérêts dispersés ayant épuisé la résilience de l'État.

Chers compatriotes,

Je peux affirmer que votre confiance dans l'État vous procure une immunité, que l'autorité de l'État nous protège tous et que le pays a besoin, aujourd'hui plus que jamais, de faire taire la haine, d'enterrer les intérêts personnels, de nourrir la citoyenneté, de favoriser l'appartenance et de stimuler la solidarité.

Aujourd'hui, le Liban a besoin de tous ceux qui croient en lui comme une patrie pour nous tous et comme un pays adapté à nos besoins collectifs.

Chers compatriotes,

Le Liban est plus fort avec vous. Grâce à vos efforts, le Liban est capable de surmonter des crises profondes, car la structure de l'État est construite sur les piliers de l'appartenance, de l'honnêteté, de la transparence, de la coopération, du dévouement, de l'altruisme et de l'abolition des intérêts partisans... Je suis convaincu que l'État se relèvera plus fort, grâce à vos décisions et à vos efforts, et au rejet de la cacophonie politique et économique.

Vive le Liban !